

L'ACTUALITE TRIMESTRIELLE EN DROIT SOCIAL

Avec plus de 1500 sessions de formation en droit social dispensées ces 10 dernières années, BLOHORN Formations est un des acteurs majeurs de ce marché. Grâce à notre méthodologie et nos supports pratiques, notre taux de satisfaction frôle les 100% de clients « très satisfait ».

INFOS PRATIQUES

Animateur:

Anne-Cécile Perrouty

Avocat

Cabinet Blohorn Avocats

Le Blue d'Oc 120 rue de Thor Montpellier LES DATES

Vendredi 9 février 2018 De 8h30 à 12h30 Accueil à partir de 8h10

Accord a partir de onto

le vendredi 18 mai 2018

La prochaine formation se déroulera

LES TARIFS

Convention annuelle 2018 (4 sessions)



EXPERTISE ET STRATÉGIE DROIT SOCIAL

Actualité en droit social

Les réformes sociales s'accélèrent! L'année 2018 est riche en rebondissements. Quelles sont les nouvelles mesures législatives et réglementaires à suivre et analyser? Quelles sont leur contenu? Quelles conséquences sont attendues pour les entreprises? Quid des nouvelles obligations et pénalités? Leur calendrier? Les points de vigilance? Quelles sont les décisions jurisprudentielles à retenir afin de sécuriser les pratiques? Comment les interpréter? De nombreuses questions se posent.

THÈMES

L'actualité légale et réglementaire :

- Formation, exécution, rupture du contrat de travail
- Droit de la paye
- Droit pénal du travail
- Contrôle URSSAF
- Hygiène et sécurité au travail/inspection du travail
- Institution représentative du personnel

L'actualité jurisprudentielle :

- Revirements
- Confirmations
- Evolutions

L'actualité des conventions collectives

PUBLICS CONCERNÉS

Chef d'entreprise, responsable service RH, chef de service, collaborateurs spécialisés en droit social, Expert-Comptable

CONTENU

Ordonnances Macron: la mise en application

- -Négociation d'un accord d'entreprise dans les entreprises de moins de 11 salariés et dans celles de moins de 20 salariés dépourvues de représentants du personnel : comment procéder en pratique
- -Le Comité Social et Economique :
- -Mise en place : les nouveautés en matière d'élection, la réduction du nombre de titulaires, le maintien du nombre d'heures de délégation,
- les organes de négociation au sein du CSE,
 - -les expertises
- -Notification du licenciement : la motivation
- -Les ruptures conventionnelles collectives : cerner les contours de ce nouveau dispositif
- -Nouvel encadrement des licenciements économiques
- -Inaptitude : comment contester les avis du médecin du travail
- -Le C2P remplace le C3P : les précisions apportées par les arrêtés de décembre 2017

<u>Paie :</u>:

- -les plafonds en 2018 : les dernières précisions
- -les emplois francs : un nouveau dispositif au 1er avril 2018

Contrat de travail :

 CDD: la date de conclusions du contrat n'est pas une mention obligatoire

Exécution du contrat de travail :

- Harcèlement sexuel : comment l'employeur peut-il s'exonérer de sa responsabilité ?
- Classement en invalidité 2^{ème} catégorie : comment l'employeur doit-il réagir ?
- Liberté religieuse : nécessité d'une clause de neutralité insérée au règlement intérieur pour envisager une sanction disciplinaire

Paie:

- Calcul maintien de salaire en cas de maladie : quelle assiette en cas d'astreintes ?
- Salariés itinérants : être contraint de travailler à domicile ouvre droit à une indemnité d'occupation

Rupture du contrat de travail

- Les dernières décisions en matière d'inaptitude (reclassement, calcul de l'indemnité de licenciement)

OBJECTIFS

- Décrypter les ordonnances Macron et comprendre leur impact social ;
- Analyser les conséquences des réformes ;
- Dégager des solutions pratiques pour son entreprise.

MÉTHODES ET MOYENS PÉDAGOGIQUES

 Apports juridiques et théoriques illustrés par des exemples concrets Mise en situation

Bayonne 05 59 03 15 83 Bordeaux 05 57 34 31 71 Grenoble 04 38 02 98 78 Montpellier 04 67 17 60 78 Paris 01 85 08 80 46